

SELLAL VALIDE UNE PROPOSITION DE SIDI SAÏD

Une conférence nationale sur le développement industriel prévue en 2013

Une conférence nationale sur le développement industriel aura lieu avant la fin du premier trimestre de l'année 2013, a-t-on appris de source proche de la Centrale en marge du congrès de l'organisation de l'Unité syndicale africaine. La proposition faite par le SG de l'UGTA a eu l'accord du Premier ministre Abdelmalek Sellal.

Abder Bettache (Alger – Le Soir) - La conférence, qui doit inclure toutes les parties concernées par la production nationale, notamment les opérateurs économiques publics et privés, l'administration économique et les partenaires sociaux, est destinée selon notre source, à «mettre en place les éléments nécessaires pour la reconstruction de l'économie nationale».

La même source a ajouté par ailleurs, que ladite conférence devrait aboutir à une plate-forme de recommandations pour «développer l'outil national de la production formulée par la Centrale syndicale». «Il est question de renforcer le partenariat entre la formation professionnelle et l'entreprise, développer le tissu local des

PME pour lutter contre l'exode des populations, dépenaliser l'acte de gestion et libérer l'initiative des gestionnaires publics, ainsi que la restauration du crédit à la consommation orienté vers les produits locaux, la révision du Code des marchés publics, la création d'un observatoire national du commerce et le soutien aux entreprises exportatrices», a-t-on indiqué.

Pour rappel au dernier conseil interministériel (CIM), il y a près d'un mois, le gouvernement avait instruit la Banque d'Algérie, l'ABEF et les banques de la place, d'aller «immédiatement» vers des facilitations en termes d'octroi de crédits et de gestion bancaire quotidienne. Pour rappel, le Premier ministre avait déclaré



Photo : Samir Sid

lors de la dernière rencontre tripartite qu'il est impératif que notre pays dispose plus de PME et PMI. «Il n'est plus possible de se contenter d'avoir

seulement 70 000 PME en Algérie. Il faut faire plus, surtout au regard du contexte international : beaucoup de pays européens et voisins souffrent énor-

mement et nous offrent des capacités», a-t-il déclaré le jeudi 22 novembre, à l'ouverture des travaux de la réunion de la tripartite Gouvernement, Patronat et Centrale syndicale, à Alger.

Et d'ajouter : «Le moment est bien choisi pour mobiliser l'entreprise, qu'elle soit publique ou privée, sans distinction», a-t-il ajouté à ce sujet. Le Premier ministre a également fait part de son souhait qu'en 2013, un véritable «pacte de croissance» soit créé tout en rappelant la «détermination du gouvernement à prendre en charge les propositions des organisations patronales en vue de «dynamiser» les entreprises et relancer l'investissement productif».

Sellal dira ne pas faire partie de ceux qui parlent de «l'après pétrole» mais de ceux qui défendent une «croissance avec le pétrole» en développant au mieux les capacités dont dispose le pays.

A. B.

PARAMÉDICAUX

Grève de trois jours à partir du 24 décembre

Réuni en session extraordinaire, jeudi, le conseil national du Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) a décidé d'entamer une grève nationale de trois jours, à compter du 24 décembre prochain. Le syndicat monte au créneau pour demander la prise en charge de ses revendications, toujours en suspens.

Salima Akkouché – Alger (Le Soir) – Reprise de la contestation chez les paramédicaux. Las d'attendre la concrétisation des promesses de la tutelle, le personnel paramédical revient à la charge.

Le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP), qui dénonce le silence du ministère de la Santé, se mobilise pour exiger la prise en charge de ses revendications, tou-

jours en suspens. Le syndicat, qui a réuni, jeudi, son conseil national en session extraordinaire, a décidé, dans un premier temps, d'aller vers une grève nationale de trois jours à compter du 24 décembre prochain.

«Face à cette situation de blocage que nous impose, une fois de plus, la tutelle, nous n'avons pas d'autres choix que de recourir à la protestation», a souligné le SAP

dans un communiqué rendu public.

Le syndicat monte au créneau pour dénoncer le non-respect de l'application des dispositions statutaires régissant le corps paramédical, c'est-à-dire l'intégration des infirmiers brevetés et l'absence de dispositif réglementaire garantissant la progression de carrière.

Le SAP demande la concrétisation des amendements statutaires tels que contenus dans le protocole de la commission mixte (ministre-syndicat), à rendre effective l'application de certaines primes, notamment l'indemnité de garde, poste supérieur et indemnité de

risque et le respect du cahier des charges se rapportant à la formation paramédicale à l'enseignement supérieur (LMD).

Le syndicat, qui souligne dans son communiqué que «le conseil dénonce avec véhémence la persécution que continuent à exercer en toute impunité certains gestionnaires, à l'instar des graves dépassements signalés dans les wilayas de Khenchela et Ghardaïa et pour lesquels des actions seront engagées», s'insurge aussi contre l'amalgame entretenu dans le chevauchement de la corporation entre deux statuts.

S. A.

M'CHÉDALLAH (BOUIRA)

Un groupe terroriste sème la panique

(Suite de la page 1)

Les terroristes, qui avaient intercepté plusieurs automobilistes et autres habitants du village peu après le crépuscule, ont procédé à la fouille systématique de tous les voyageurs, leur subtilisant portables et argent, et leur distribuant des CD appelant au djihad et faisant l'apologie des terroristes d'Aqmi. Deux jours plus tard, alors que les éléments de l'ANP multipliaient les embuscades et autres barrages dans l'espoir d'intercepter ce groupe qui rode dans les parages et a créé une véritable panique au sein de la popula-

tion, notamment celle vivant dans les villages éloignés, le même groupe a été signalé de l'autre côté de la vallée du Sahel, dans la localité de Hagui, sur le versant sud du Djurdjura. Le groupe terroriste, qui a dressé un faux barrage ce jeudi aux environs de 19 h, a, là aussi subtilisé de l'argent et des portables aux passagers, avant de disparaître dans la nature à la faveur de l'obscurité, quelques minutes plus tard.

Notons que la panique qui a gagné des pans entiers de la populations s'est accentuée ces dernières semaines après la décision des pou-

voirs publics de désarmer les détachements de la Garde communale se trouvant dans certains villages alors que le maintien des populations dans ces endroits n'a été possible que grâce justement à l'existence de ces détachements.

Aujourd'hui, ils sont des centaines pour ne pas dire des milliers de villageois qui vivent dans la même psychose d'il y a un peu moins de 20 ans, quand les premiers groupes terroristes du GIA avaient fait leur apparition dans les villages de la Kabylie. Serait-ce un remake de l'histoire ?

H. M.

CÉRÉALES

La récolte reste encore élevée, selon la FAO

La récolte de céréales reste encore élevée en Algérie, même si elle a baissé en 2012, relève l'agence nationale de presse, se référant à l'agence onusienne FAO.

Dans son dernier rapport trimestriel sur la sécurité alimentaire par pays, la FAO a constaté que la récolte de céréales de 2012 en Algérie s'est avérée être la deuxième plus élevée jamais enregistrée, après celle de 2009, malgré une période inhabituelle de neige en février dernier et les températures froides dans certaines régions. Citant les estimations officielles préliminaires qui prévoyaient une récolte céréalière encore plus élevée d'environ 5,6 à 5,8 millions de tonnes, le rapport a rappelé «les préoccupations» émises alors quant à «la capacité de stockage suffisante pour la grande moisson». Les estimations les plus récentes indiquent, toutefois qu'il a été enregistré «une légère baisse» de la production de 5,3 millions de tonnes en 2012, soit quelque 25% de plus qu'en 2011, a-t-on souligné. «La production de blé et d'orge a augmenté l'an dernier de plus d'un quart, grâce aux pluies suffisantes, à la disponibilité en temps voulu des semences et aux incitations financières pour les agriculteurs comme les prêts sans intérêt, le soutien aux intrants agricoles, la location de matériel, et le programme de Renouveau rural visant à revitaliser les régions rurales du pays», a-t-on souligné.

D'autre part, le rapport a relevé «les températures élevées déclenchant des incendies de forêt qui ont entraîné des pertes pour le secteur de l'horticulture, où plus de 64 000 ha d'arbres fruitiers ont été détruits».

En outre, plus de 4 000 ha de céréales (une fraction de la superficie totale de plus de 3 millions d'hectares plantés) ont été détruits par les incendies en juin et juillet derniers, a-t-on rappelé.

A la faveur de cette production record, les importations de blé devraient diminuer par rapport à l'année dernière, estime-t-on.

C. B.